



Biodiversité et agriculture L'agriculteur, le planificateur et le banquier	1
Gestion de l'irrigation Qui doit tourner le robinet ?	3
Jeunesse et agriculture Partir ou rester ?	4
EN BREF	6
REPÈRES	10
PUBLICATIONS	11
ENTRE NOUS	14
POINT DE VUE Prix des matières premières et gestion de l'offre Produire moins pour exporter mieux	16

Site Web : [www.cta.nl](http://www.cta.nl)



#### Dans ce numéro

Rien de tel qu'une bonne secousse pour voir courir de nouvelles idées. L'auteur du Point de Vue de ce numéro aborde par exemple de façon radicale la question des exportations agricoles des pays ACP : exportez moins et gagnez plus ! Voilà qui nous change du sempiternel "vendez, vendez" de la mondialisation, voilà qui fera peut-être réfléchir quelques-uns : pour des ventres bien pleins, il nous faut encore plus de têtes bien faites et d'esprits ouverts.

La biodiversité, l'irrigation, la façon dont les jeunes perçoivent l'agriculture, tous ces sujets et d'autres, Spore tâche de les aborder d'un œil neuf dans ce numéro. Ne brûlons pas pour autant tout ce qui vient du passé : c'est dans les vieux pots que l'on fait les meilleures soupes. Alors, bon appétit à toutes et à tous, et bonne année !

Photo Claire Lanaud/CIRAD



## Biodiversité et agriculture

# L'agriculteur, le planificateur et le banquier

**La biodiversité serait "notre assurance-vie". Alors, parlons primes d'assurance et parlons argent, du point de vue des agriculteurs pour lesquels la biodiversité est essentielle et pourtant menacée.**

**L**a biodiversité, ou plutôt la diversité biologique, est le terme employé pour décrire le nombre et la variété des organismes vivants de la planète. Pour le Programme des Nations unies pour l'environnement, ce sont "les gènes, espèces et écosystèmes qui sont le produit de plus de trois milliards d'années d'évolution. L'espèce humaine dépend de la diversité biologique pour sa propre survie." En bref, le PNUE considère donc la biodiversité comme synonyme de la vie sur terre. Que signifie cela pour les gens, pour les agriculteurs, dont le souci quotidien est de gagner leur vie en nourrissant les autres, proches ou lointains ?

En termes généraux, la biodiversité agricole comprend "la variété et la variabilité des animaux, des plantes et des micro-organismes indispensables au bon fonctionnement des agro-écosystèmes, à leurs structures et à leurs processus, et qui contribuent ainsi à la production et à la sécurité alimentaires." L'agriculture a donc besoin de la biodiversité, et la communauté agricole devrait saluer les mesures mises en œuvre dans le monde pour la protéger. La principale mesure est la Convention des Nations unies sur la biodiversité qui, après une décennie d'existence, va être renouvelée à la conférence des parties prenantes qui se tiendra à La Haye, Pays-Bas, en avril 2001.

Jusqu'ici, tout va bien. Mais gare à un rapport récent de la Banque mondiale qui parle de "l'agriculture contre la biodiversité", et affirme que l'expansion agricole est une cause majeure de la perte de biodiversité. "La conversion des habitats naturels en zones agricoles réduit substantiellement la biodiversité. Les espèces végétales indigènes sont remplacées par un petit nombre d'espèces introduites, généralement exogènes et identiques à des plantes cultivées ailleurs. La faune est déplacée. Les insectes et les micro-organismes sont décimés par les pesticides. Certaines fonctions sont aussi altérées, comme les cycles et les réserves d'énergie, d'éléments nutritifs et d'eau".

Ces dommages causés à l'environnement finissent par réduire le potentiel productif de l'agriculture. Aussi la plupart des réflexions de politique agricole proposent-elles aujourd'hui de réconcilier biodiversité et agriculture en tirant partie de la première pour améliorer la seconde. Le terme "agrobiodiversité" a été forgé pour cela. L'agrobiodiversité peut fournir des gènes pour le développement de variétés ou de races améliorées et permettre la pollinisation des plantes cultivées, la fertilisation par les micro-organismes ou l'utilisation des insectes et de la faune sauvage pour la lutte contre les ravageurs. Dans cette approche "gagnant/gagnant", il n'y a plus de place pour les scénarios catastrophes, qui condamnent le progrès scientifique et pleurent la moindre espèce disparue.

### L'extinction est naturelle

Comme le signale le PNUE, l'extinction des espèces est un phénomène naturel dans l'évolution. Ce qui est inquiétant, c'est le taux actuel de disparition des espèces, en particulier dans les forêts tropicales (où

membres dans les pays ACP et d'autres pays en développement. La disparition d'espèces devrait s'aggraver terriblement, du fait que la phase actuelle de changement climatique bouleverse les écosystèmes. Dans un rapport récent sur le réchauffement planétaire, l'Union mondiale pour la nature parle de "massacres éclairs". Dans de tels scénarios, les milieux naturels changeront plus vite que la capacité des espèces végétales (et donc de la faune qui en dépend) à se déplacer vers des zones plus hospitalières, en altitude, au Nord ou au Sud.

Il n'en reste pas moins que nous devons manger, et pour longtemps encore ce sont les agriculteurs qui vont nous nourrir. En pratique et au quotidien, quel rôle positif peuvent-ils jouer dans la biodiversité pour pouvoir en bénéficier eux-mêmes? Le rapport de la Banque mondiale note que "Les marchés ne fonctionnent pas ou peu en faveur de la biodiversité. Les bénéfices de la biodiversité ne fonctionnent pas pour ceux qui décident de la conserver." Si produire sans se soucier de la biodiversité est moins cher et plus rentable, ou permet simplement de survivre au lieu de disparaître, pourquoi l'agriculteur prendrait-il la "route de la biodiversité" ?

### Éviter de nuire

Alors, comment faire de la biodiversité un souci constant et, comme on dit dans le jargon, "approfondir la mise en œuvre de stratégies de 'non-nuisance' par l'utilisation efficace d'évaluations environnementales?" Il faut commencer par reconnaître que, même en Afrique où la terre semble abondante, l'intensification de la production a moins d'effets nuisibles sur l'environnement que la mise en culture d'habitats naturels. La liste familière des recommandations vient aussitôt à l'esprit: question foncière, droits de propriété, écotourisme, paiement aux communautés locales de royalties sur le matériel génétique collecté dans une zone particulière, maintien de "couloirs de nature" à l'intérieur des zones agricoles, ou entre elles, pour permettre le mouvement des plantes et des animaux.

Ensuite, il faut accorder plus d'attention aux espèces végétales exogènes qui envahissent les écosystèmes et en remplacent les occupants.

La Convention sur la biodiversité inclut aussi un ensemble de "mesures économiques et socialement appropriées pour inciter au maintien de la biodiversité". Avec quelles incitations motiver le paysan? Celles à la mode, qui consistent à exporter une production obtenue sans nuisance, que ce soit dans les champs ou les forêts, contiennent leur propre piège. N'y a-t-il pas quelque chose de pervers, dans un monde en crise énergétique, à transporter des produits certifiés bio à l'autre bout de la planète vers un consommateur rayonnant de bonne conscience à l'idée d'acheter la production écologiquement et éthiquement correcte d'une ferme

lointaine qui n'exploite ni les enfants ni les femmes ?

### Des idées nouvelles, et vite

Les mesures incitatives ont été expérimentées, pour la plupart, dans les domaines de la foresterie et des produits non-ligneux des forêts, dans des pays tels que le Cameroun, le Guyana et le Surinam. Dans les autres pays ACP, il y a peu d'exemples de travail de terrain de ce type, sauf quelques-uns au Zimbabwe, au Sénégal et au Ghana. Ils tendent à expliquer les effets des incitations opposées, celles du marché, dites perverses, qui encouragent les paysans à faire peu de cas de la biodiversité. Ils soulignent la nécessité de nouvelles incitations, mais n'aident guère à préciser comment les mettre en œuvre. En fait les planificateurs et les décideurs en sont encore à patauger. Les mesures incitatives sont à la mode, mais, à part le respect convenu des savoirs autochtones et les propositions classiques de favoriser les échanges d'information entre praticiens, on ne voit rien venir de concret. Tout cela est bien, mais il faut maintenant de vrais instruments opérationnels. La FAO recommande des taxes et des impôts environnementaux, la labellisation et l'éco-certification, la création d'un marché et des droits de propriété, et des réglementations. L'Organisation internationale de normalisation a défini une norme pour la production et le commerce de biens respectant l'environnement, appelée ISO 14000.

Mais à long terme, un cadre législatif sera nécessaire pour que ces mesures soient appliquées sur le terrain et pas seulement décrites dans les textes. D'ici là, les décideurs devront peut-être regarder ailleurs ou élargir leur vision. S'intéresser non seulement aux stimulants fiscaux ou aux subventions, mais aussi au rôle de la finance. L'argent est roi. C'est le manque d'argent qui empêche beaucoup de producteurs de respecter la biodiversité autant qu'ils le souhaiteraient. Dans le domaine de l'innovation agricole, en général, il n'y a pas assez de dialogue entre l'agriculteur, le planificateur et le banquier. Vu l'intérêt de la biodiversité, l'urgence et l'actualité du sujet (le sommet Rio + 10 célébrera fin 2002 le dixième anniversaire de la Convention sur la biodiversité), il devrait être possible de trouver force moyens financiers, d'épargne ou de crédit, à tout les échelons jusqu'au village.

Il faudra bien du courage à celui qui tentera de traduire en actions concrètes ce dialogue à trois, mais quelques millions d'espèces, si elles pouvaient parler, lui en rendraient grâce.

*Les mesures incitatives en faveur de la biodiversité agricole seront le thème d'un séminaire conjointement organisé en Zambie en septembre 2001 par les organisations allemandes de coopération DSE, GTZ et ZADI, les services responsables des ressources génétiques végétales de la SADC et de Zambie, le SACCAR, l'IPGRI, la FAO/PNUD, le CBDC et le CTA.*



Photo J.-L. Noyer/CRAD

**Le sorgho, une parmi les 14 plantes qui nourrissent le monde, une parmi les millions qui en font la richesse.**

vivent 50 à 90% des espèces identifiées), mais aussi dans les lacs et les rivières, les déserts et les forêts tempérées, les montagnes et les îles. Selon les chiffres les plus récents, si la tendance actuelle se maintient 2 à 8% des espèces de la planète disparaîtront d'ici 25 ans. On ne sait pas exactement s'il restera alors 2 ou 100 millions d'espèces, bien que la communauté scientifique déploie des efforts importants pour préciser ce nombre, au sein de programmes collectifs tels que le réseau BioNet International et ses institutions



# Qui doit tourner le robinet ?

**Certains experts l'affirment: seule l'irrigation permet d'accroître les rendements. Selon d'autres, mieux vaut améliorer la productivité de l'agriculture pluviale. Certes, l'irrigation coûte cher en eau. Il faut en moyenne 1 000 litres d'eau pour 1 kilo de nourriture. L'eau est à l'agriculture ce que l'essence est au transport : rare et chère. L'important est de savoir qui la possède, la transporte et décide de sa destination.**

**T**out le monde le sait. L'irrigation, sous ses formes les plus variées, peut multiplier par deux la production agricole. Même avec peu d'intrants, elle s'avère plus productive que la culture pluviale à taux élevé d'intrants. En irriguant leurs terres, les agriculteurs enregistrent deux ou trois récoltes par an ; même dans les régions où il pleut suffisamment, ils recourent à l'irrigation pour obtenir une récolte supplémentaire, pour produire des fruits et des légumes ou pour cultiver le riz, le plus gros consommateur d'eau.

C'est dans les zones irriguées que le volume de la production vivrière ACP peut croître dans le futur. Elles ne couvrent encore que 3,5 % des surfaces cultivées d'Afrique centrale et 8 % en Afrique australe contre 37 % en Asie. Leur futur rendement est plus une question de moyens que de climat.

Si vous avez un bout de terrain et une source d'eau intarissable, si vous avez de surcroît l'argent et le savoir-faire nécessaires pour en tirer le meilleur parti, vous êtes bény des dieux. La plupart des petits cultivateurs n'ont pas accès à ces bienfaits, et le problème est encore plus aigu pour les femmes que pour les hommes.

### La recherche de solutions

L'eau d'irrigation vient en général de cours d'eau et de lacs équipés de dispositifs de régulation et d'une infrastructure permettant de l'amener jusqu'aux champs et de la distribuer. Dans le passé, des administrations para-étatiques chargées de concevoir et de gérer les systèmes d'irrigation, à grande et à petite échelle, ont été mises en place dans toute l'Afrique. Beaucoup de ces systèmes se sont avérés peu performants tant sur le plan économique que social. Pourquoi ? À cause d'une exploitation et d'un entretien médiocres, d'une distribution inéquitable de l'eau ou inefficace (déperditions, livraison de volumes inappropriés au mauvais moment). La salinité des sols associée à l'irrigation et au drainage pose, par ailleurs, un sérieux problème dans toute l'Afrique subsaharienne. En refusant de reconnaître les sys-

tèmes traditionnels – c'est-à-dire communaux – de gestion de l'eau, les gouvernements ont freiné le développement de l'irrigation. Alors que les droits relatifs à la famille, à la terre et à l'eau sont souvent définis et administrés au niveau du village, la plupart des projets d'irrigation sont gérés par des gouvernements qui imposent des réglementations rigides pour le foncier et l'eau et ne tiennent pas toujours compte des réalités de l'organisation sociale des campagnes africaines.

La recherche de solutions ne date pas d'hier. Dans les années 50 et 60, on croyait dur comme fer à l'innovation technocratique. Certes, techniquement, tout est possible : la



Ça ne marche pas pour tout le monde.

distribution automatisée dans des canaux, l'irrigation par aspersion ou rotation, par calants ou au goutte-à-goutte. Cependant, le facteur humain ne doit pas être négligé. À partir des années 70, on a donc mis l'accent sur la participation des utilisateurs. À présent, tout le monde s'accorde à penser qu'une réforme de la gestion de l'irrigation est indispensable si l'on veut améliorer les performances.

Après la réduction des budgets publics dans les années 80, les organismes responsables de l'irrigation ont commencé à confier l'exploitation et l'entretien des systèmes aux utilisateurs. Le processus continue. On reconnaît aujourd'hui qu'il faut donner à ceux qui utilisent effectivement l'eau d'irrigation la possibilité d'organiser et de gérer l'approvisionnement local, en recourant, bien sûr, aux techniques les plus efficaces et les plus durables. Un peu par-

tout, des associations d'utilisateurs se sont constituées pour assumer cette responsabilité. Toutefois, elles ne sont pas toujours en mesure de prendre totalement en charge ces tâches de gestion, pas plus qu'elles ne disposent des fonds nécessaires à l'exploitation et à l'entretien de leurs systèmes.

### Initiatives populaires ou gouvernements ?

La plupart des pays africains souhaitent améliorer et développer l'irrigation, mais ils manquent à la fois de moyens et d'outils politiques. Plusieurs États ACP, dont la Jamaïque, le Zimbabwe et le Kenya, ont procédé par étapes de transition, avec des programmes d'assistance et de formation, pour préparer les usagers de l'eau au désengagement du gouvernement. Mais nombreuses aussi sont les communautés qui continuent d'irriguer comme elles l'ont toujours fait ou élaborent leurs propres programmes, avec ou sans appui. Dessalegn Ramato, responsable du Forum des études sociales en Éthiopie, a abondamment rendu compte du succès des systèmes de gestion adoptés au nord de la région de Choa, dans la région de Wollo et à l'est du Gojjam, prouvant ainsi que les agriculteurs sont capables de s'organiser et de gérer les systèmes d'irrigation. Conrad Zawe, spécialiste zimbabwéen de l'irrigation, ne tarit pas d'éloges sur les tontines que les fermiers ont créées pour payer l'électricité nécessaire au fonctionnement des pompes d'irrigation, ou financer un système de communication de type sac postal ou téléphone communal, ou encore pour sous-traiter certaines tâches spécifiques à des techniciens.

Tant qu'il sera rentable d'arroser les cultures, les populations et les gouvernements seront favorables à l'irrigation. "Les restrictions d'eau [...] les contraindront à plus d'efficacité", assure Jean-Marc Faurès, responsable des ressources hydriques à la FAO. Il y a des problèmes et des différences locales et régionales qui exigent des solutions locales et régionales, mais si la question est de savoir si nous avons suffisamment d'eau pour nourrir le monde, la réponse est oui."

Pour en savoir plus :

International Water Management Institute (IWMI)  
PO Box 2075, Colombo, Sri Lanka  
Fax: + 94 1 86 68 54  
Site Web: [www.cgiar.org/iwmi/](http://www.cgiar.org/iwmi/)

Pour obtenir des données par pays :

[www.fao.org/WAICENT/FAOINFO/AGRICULT/AGL/aglw/aquastat/aquastat.htm](http://www.fao.org/WAICENT/FAOINFO/AGRICULT/AGL/aglw/aquastat/aquastat.htm)  
Voir aussi les publications pages 12 et 13

Photo FAO

Photo Holt Studios/Sunset

# Par tir ou r ester ?

**Pas facile d'inciter les jeunes à rester à la campagne ! Peu de raisons peuvent les convaincre de rester au village, hormis le village lui-même. Les jeunes étant ce qu'ils sont, ils rejettent souvent et quelquefois sans aménité les arguments de leurs aînés. Pour la plupart des jeunes ruraux, l'agriculture, c'est une fatalité, pas un avenir. Savons-nous les écouter?**



Photo Penny Tweedley/Panos Pictures

Kingston, Jamaïque, fin octobre 2000. – Des cohortes de jeunes gens se pressent à l'aéroport de la capitale, en partance pour les États-Unis, à la recherche de travail dans l'hôtellerie où ils espèrent un avenir meilleur que dans les champs de leurs villages. Sur le même vol, un groupe de gens aisés part aussi, votant avec les pieds, ce qui a sur l'économie du pays un effet aussi dévastateur que la fièvre ébola sur l'être humain et donne un exemple déplorable à la jeunesse du pays. Un avion vient d'atterrir, ramenant au pays une poignée de jeunes à l'air renfrogné, renvoyés *manu militari* par une économie du Nord incapable de les accueillir ni de les comprendre.

À quelques kilomètres de là, Richard Williams déclare à *Spore*: “*My father spent all his life in a de country seh im a farm, a mus eh fool im did a farm because im no have nothin fe show, mi nah do that.*” (Mon père a passé toute sa vie au pays, à travailler dans une ferme et, voyez-vous, il devait être idiot pour avoir fait cela car, qu'est-ce que ça lui a rapporté ? Je ne ferai sûrement pas comme lui.)

Combien de fois ces scénarios se répètent-ils dans les pays ACP? Combien de jeunes, un beau matin, quittent leurs villages pour de bon, pour n'y revenir qu'à l'occasion de funérailles, de cérémonies ou pour la retraite? Quelle que soit la façon dont on envisage la question de la jeunesse, les chiffres sont accablants. Les jeunes de 15 à 24 ans représentent un cinquième de la population mondiale. En Afrique subsaharienne, quatre personnes sur cinq ont moins de 30 ans et elles vivent pour la plupart dans les zones rurales.

Tout cela évolue. Selon des études récentes de la FAO, les jeunes citadins seront bientôt plus nombreux que les jeunes ruraux: en 2025, il seront plus d'un milliard, alors que les

jeunes ruraux resteront, comme aujourd'hui, quelque 700 millions, la majorité dans les pays en développement. Depuis des décennies, la FAO se préoccupe de la situation des jeunes ruraux: au début des années 60, elle organisait une campagne intitulée “Jeunes contre la Faim”. Elle affirme que “les programmes en faveur des jeunes ruraux jouent un rôle déterminant pour aider ceux qui veulent rester au pays à se construire une vie plus productive et plus agréable”.

Pourtant, ces programmes sont les premiers à être supprimés dans tous les pays en développement, comme d'ailleurs la plupart des programmes de vulgarisation, sous la pression des politiques d'ajustement structurel. Ces mêmes politiques ont entraîné la disparition des emplois dans le secteur public que ces programmes avaient générés. Rares sont les pays qui peuvent encore se payer le “luxe” de subventionner des plans de création d'emplois pour soulager temporairement le chômage des jeunes, urbains comme ruraux. Ce type de dispositif existe encore dans les économies du Nord, mais on ne le trouve plus guère dans les économies ACP – qu'elles soient traditionnelles ou en transition – à l'exception de quelques petites îles des Caraïbes et du Pacifique et, sur le continent africain, dans les États relativement prospères d'Afrique australe. En Afrique du Sud, l'Initiative pour le développement de la jeunesse africaine s'accompagne d'un Service national de la jeunesse qui permet aux jeunes de se former en travaillant un an ou deux ans dans des programmes communautaires ou de production agricole.



Photo Henri Guillaume/IRD (ex-Ostom)

Ces dispositifs rigides deviennent vite obsolètes face au marché et aux autres forces qui sont en train de changer radicalement l'agriculture dans les pays ACP, et il est peu probable qu'ils aient un effet durable.

Il y a d'autres programmes plus éclairés qui tentent d'aider les jeunes à trouver leur place dans l'économie rurale, même s'ils souffrent aussi d'une certaine rigidité. Le Programme kenyan pour les jeunes entrepreneurs s'appuie sur cinq institutions de formation pour proposer aux jeunes des “pistes sûres” vers des emplois permanents d'indépendants dans la production ou la transformation agricole. Il a fait le choix difficile d'offrir des microcrédits à des jeunes ruraux qui n'ont ni bien ni soutien familial, et qui n'ont pas encore fait la preuve de leur capacité à générer des revenus suffisants pour garantir des remboursements réguliers de leurs emprunts.

## Pour les jeunes, par les jeunes

“48 heures de radio – par jour, s'il vous plaît!”, c'est ce que veulent les jeunes au Mali: des informations sur la vie scolaire, l'agriculture, les marchés ruraux, les activités rémunératrices, les emplois, mais aussi sur la santé ou les recettes de cuisine...

En 1998, avec un appui technique de la FAO et un financement des Pays-Bas, quatre stations de radio rurale ont été créées dans le sud du Mali. Les techniciens, producteurs, reporters et animateurs ont été recrutés localement, formés et conseillés sur les contenus et la présentation des programmes radiophoniques. Un comité local de gestion de la radio, composé surtout de jeunes, garantit le pluralisme des programmes.

Les jeunes agriculteurs se sentent propriétaires de la radio, car ils ont été impliqués dans le projet depuis le début et ont même construit les stations. C'est “notre propre radio”, disent-ils, la programmation des émissions est l'affaire des paysans mais le temps de diffusion est beaucoup trop court... À partir de maintenant, la radio devrait émettre jour et nuit... s'il vous plaît!

Extrait de *Youthworks*, FAO



De la rivière Rewa aux Fidji à la route de Mopti au Mali ou à la Conférence des jeunes à Maputo au Mozambique, les jeunes ont beaucoup d'obstacles à franchir, de chemin à parcourir et de rêves à réaliser.

## Signe des temps

Un projet expérimental d'agroforesterie mené au Kenya de 1993 à 1996 visait à promouvoir, dans la région du Mont Kenya, des pratiques agricoles écologiquement durables. Un réseau de fermes de démonstration a été établi et elles accueillent aujourd'hui encore des formations pratiques en agriculture biologique incluant l'agro-sylvo-aquaculture (qui combine cultures, ligneux et pisciculture), la vermiculture et l'utilisation de pesticides et d'engrais organiques.

Les activités de vulgarisation organisées localement ont connu un grand succès, mais il était difficile de toucher tous les paysans éparpillés dans la vaste zone du Mont Kenya. Le processus participatif de suivi et d'évaluation a débouché sur deux recommandations principales :

1. constituer un réseau de télécentres communautaires pour faciliter les échanges d'informations agricoles. (Les télécentres utilisent le potentiel de communication des ordinateurs pour offrir des services d'information aux communautés locales);
2. établir un réseau de groupes de jeunes pour lancer des projets similaires dans leurs villages.

Le réseau des groupes de jeunes fonctionne aujourd'hui sous le nom "d'association des jeunes pour le développement du Mont Kenya" et le projet de développement de télécentres du Mont Kenya est connu partout en Afrique.

Extrait du site Web Afagriact



Photo Bernard Foire

## C'est dur, sauf si c'est un passe-temps...

Une enquête de Spore en Jamaïque a bien mis en lumière ce que les jeunes pensent d'un avenir dans l'agriculture :

"Avant d'aller au collège, j'étais très motivé, je voulais obtenir un diplôme et me lancer à fond dans l'agriculture, puis j'ai réalisé que je me fourvoyais. Les agriculteurs se font totalement posséder; ils consacrent tout leur temps et leur argent à cultiver et au bout du compte, ils ne peuvent rien vendre à cause des importations de légumes qui tuent le marché."

Un jeune diplômé de l'école d'agriculture

"Les gens qui ont de l'argent considèrent l'agriculture comme un passe-temps. Ils ont une ferme et y vont pour se distraire."

Un jeune employé dans une agence de services agricoles

Le renforcement des compétences techniques des jeunes faciliterait certainement leur intégration, mais les institutions de formation ne jouent pas toujours le jeu, car elles ne connaissent que le secteur formel – peu accueillant – et ne savent pas vraiment comment aider ces jeunes et stimuler leur environnement technique et financier dans un secteur informel désordonné.

Des expériences similaires ont été menées dans le cadre du programme jamaïcain de développement des micro-entreprises, au début des années 90, mais elles ont été tout à fait ignorées dans les autres pays ou, plus probablement, elles y sont passées inaperçues.

En réalité, ce qui est souvent demandé dans les rencontres professionnelles, c'est davantage d'échanges d'information entre les innovateurs au sein des programmes consacrés à la jeunesse rurale et aussi davantage d'échanges directs de jeunes entre pays ou régions car ils sont très stimulants. Les technologies de l'information et de la communication (TIC) favorisent ces échanges et elles sont bien acceptées par les jeunes, plus que par leurs aînés. Leur enthousiasme et leur ouverture pour ces idées et ces technologies ont même constitué la base de programmes au Sénégal, en Ouganda ou en Zambie, pour établir ou renforcer des réseaux entre ONG agricoles et organisations de producteurs.

Ce qui compte, c'est que l'agriculture soit perçue non seulement comme un secteur solide sur le plan financier (ce qui dépend du marché et de la façon dont il est organisé), mais aussi comme quelque chose de moderne et de stimulant. L'agriculture serait tout de suite plus séduisante si seulement les chercheurs s'attachaient à mieux communiquer les résultats de leurs travaux sur les nouveaux aliments et les nouveaux comportements alimentaires (comme les bananes multicolores, ou le reconditionnement d'aliments traditionnels dans un style moderne pour pénétrer les marchés des nouvelles diasporas). Si seulement les éducateurs et les formateurs pouvaient se montrer plus motivés pour les jeunes déscolarisés, si seulement les banques allouaient quelques ressources de plus (en jouant sur leurs marges) pour des prêts aux jeunes entrepreneurs, si seulement les politiciens se montraient moins paternalistes, si seulement, si seulement...

Au forum du développement africain organisé par les Nations Unies en 1999 sur la nouvelle société de l'information, la délégation des jeunes déclarait que "les nouvelles technologies peuvent être utilisées pour libérer la créativité et l'innovation des jeunes". C'est clair, le futur leur appartient.

Pour en savoir plus :

Rural Youth Programmes/ Youthworks, FAO, SDR Division, Vialle delle Terme di Caracalla, 00100 Rome, Italie.  
Fax: + 39 06 57 05 31 52  
E-mail: [william.seiders@fao.org](mailto:william.seiders@fao.org)  
Site Web: [www.fao.org/sd\\_under "extension and training"](http://www.fao.org/sd_under_extension_and_training)  
Pour accéder au réseau des jeunes ACP sur Internet: [www.ynternet.org](http://www.ynternet.org)



## Le gagnant est... l'agriculture

n L'agriculture revient sur le devant de la scène, semble-t-il. Les gagnants du prix Right Livelihood 2000 (qui est un peu l'équivalent du prix Nobel pour les activités novatrices) ont été honorés à Stockholm le 8 décembre. Parmi eux, le chercheur éthiopien Tewelde Berhan Gebre Egziabher. Le jury a voulu récompenser ses efforts pour assurer une place aux pays en développement dans la Convention sur la biosécurité de février 2000 (voir l'article sur les OGM dans *Spore* 88, p. 4).

## Le gagnant est... la nutrition

n En octobre 2000, le prix mondial de l'alimentation (voir aussi *Spore* 84) a été attribué aux docteurs Evangelina Villegas et S. K. Vasal, du CIMMYT, qui ont consacré leur carrière à la mise au point d'une variété de maïs hautement productive et riche en protéines. La nouvelle variété, connue sous le nom de Quality Protein Maize (QPM), a l'apparence et le goût du maïs ordinaire, mais contient deux fois plus de lysine et de tryptophane, acides aminés essentiels pour la santé et la nutrition humaine. Dr Villegas est la première femme qui obtient cette récompense.

## Le gagnant est ... l'innovation

n Dans l'État de Jigawa, au nord du Nigeria, Mohamed Bah Abba a remporté le prix Rolex Enterprise pour avoir popularisé une glacière qui permet de conserver la nourriture dans un bon état de fraîcheur pendant trois jours. Constituée d'une jarre d'argile placée dans une autre jarre, l'interstice étant rempli d'eau, cette glacière rencontre un grand succès chez les marchands.

## Et les gagnants de l'an prochain ?

n Les nominations pour le prochain Prix Right Livelihood seront clôturées le 10 avril 2001. Le prix est attribué aux personnes dont les réalisations dans le domaine ou au service du développement et de la science appliquée méritent d'être diffusées. Le prix est d'un montant de 200 000 \$ US (365 000 €). Tout un chacun peut proposer la nomination de toute organisation ou personne (excepté soi-même ou le groupe dont on est personnellement membre). Les nominations doivent être proposées exclusivement par écrit (pas par e-mail). Procurez-vous le règlement (y compris par e-mail) auprès de :

Right Livelihood Award,  
PO Box 15072  
S-104 65 Stockholm, Suède  
Fax: + 46 8 702 03 38  
E-mail: [info@rightlivelihood.se](mailto:info@rightlivelihood.se)

# Médecines douces au prix fort



Photo AENS

Les petits marchands de simples de Durban.

n L'Institut sud-africain des ressources naturelles (INR) publie les chiffres étonnants d'une enquête récente. Le marché des plantes médicinales concernerait 27 millions de Sud-Africains et se chiffrerait à 500 millions de rands (plus de 77 millions €) par an! Dans le seul KwaZulu Natal, 20 000 à 30 000 personnes (surtout des femmes rurales en situation très précaire), soit 20% de la population agricole active, dépendraient de ce marché. Il représente chaque année 4 000 tonnes de plantes: en valeur, le tiers de la production de maïs!

Pourquoi un tel engouement? Principalement parce que l'on attribue à certaines plantes le pouvoir de soigner le sida. Mais, quelles que soient leurs vertus réelles ou supposées, ces plantes coûtent plus cher qu'une visite au dispensaire. Il n'empêche! Les consommateurs affirment qu'ils continueront à les utiliser même si leur prix grimpe, ce qui est fort probable vu qu'elles se font rares. Le gingembre sauvage, par exemple, se vend à prix d'or: 500 rands (77 €) le kilo. Les méthodes de cueillette sont plutôt sauvages et si l'on ajoute à cela

le gaspillage dû aux mauvaises conditions de conservation, il y a de quoi s'inquiéter. Comment vivront les "cueilleuses" si les plantes se raréfient? La question est d'autant plus cruciale que les propriétaires de grandes firmes commerciales pourraient bien être tentés de cultiver ces plantes à forte valeur ajoutée.

➤ Institute of Natural Resources  
University of Natal  
Private Bag X01  
Scottsville 3209 – South Africa  
Fax: + 27 33 34 60 895  
E-mail: [ceo@inr.unp.ac.za](mailto:ceo@inr.unp.ac.za)  
Site Web: [www.inr.unp.ac.za](http://www.inr.unp.ac.za)

# Secouez-moi tout ça

n Si vous apercevez des chenilles *Helicoverpa* dans votre champ de pois cajan, faites appel à vos amis ou aux membres de votre famille pour secouer vigoureusement les plantes et faire tomber les insectes. Les fermiers indiens connaissent bien cette méthode qui consiste à recueillir les insectes sur des feuilles en plastique étalées entre les rangées de plantes, afin de les détruire. C'est plus efficace, moins coûteux et plus sain que d'utiliser des produits chimiques. Pendant longtemps, les "spécialistes" ont jugé cette méthode inefficace et onéreuse; mais des essais récents dans les laboratoires de l'Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides (ICRISAT) ont prouvé le contraire.



Photo FAO

La journée d'une femme n'est jamais finie.

Le pois cajan (*Cajanus cajan*) est bon marché et riche en protéines. Partout où il est cultivé, notamment en Asie du Sud et en Afrique de l'Est, la chenille

*Helicoverpa* est le principal frein à sa production. Dans les années 70, les agriculteurs ont commencé à utiliser, sans trop de succès, des insecticides chimiques. Les chenilles sont devenues résistantes à ces produits et le rendement des cultures a diminué. En Inde, quelques exploitants ont remis au goût du jour leur bonne vieille méthode de collecte manuelle. Trois personnes parviennent à traiter un demi-hectare par jour et l'opération peut être répétée après chaque nouvelle infestation. Malgré le prix de la main-d'œuvre, cette méthode est plus économique que la pulvérisation de produits chimiques. Elle pose toutefois plus de problèmes quand la main-d'œuvre se fait rare et plus chère. Il est décidément bien difficile de secouer les vieilles habitudes...

## Maîtriser le Web

Internet s'ouvre de plus en plus aux professionnels de l'agriculture des pays ACP, bien que ce soit à un rythme d'escargot. Le problème n'est pas tant un manque d'intérêt qu'un manque d'accès. Lorsque la connexion est assurée, il est de plus en plus important – y compris pour les professionnels de l'agriculture – qu'un maximum d'informations utiles soient disponibles. Dans le milieu du Web, le maître mot est "contenu". Autrement dit: si une présentation attrayante de votre organisation peut, à court terme, vous faire gagner du prestige auprès de vos pairs, à long terme, c'est le contenu qui compte. Pas ou peu de contenu signifie à la longue moins d'utilisateurs. Il est donc clair qu'une institution d'information agricole digne de ce nom doit proposer en ligne ses rapports, études, manuels et autres publications sous différents formats, y compris des bases de données. Une autre règle d'or pour tout praticien du Web: si vous savez qui utilise votre information, vous pouvez lui demander

les siennes de manière à étendre votre réseau.

Ces différents aspects de l'utilisation du Web ont fait l'objet d'un cours de perfectionnement en conception de sites Web et en utilisation de banques de données, organisé par le CTA en septembre 2000 à Dar-es Salaam, en collaboration avec la Commission tanzanienne pour la science et la technologie. L'atelier regroupait 17 professionnels de l'information venus d'instituts de recherche agricole et d'universités d'Éthiopie, du Ghana, du Kenya, du Nigeria, du Soudan, des Seychelles, de Tanzanie et d'Ouganda. Ces formations sont ensuite répétées dans les organisations concernées, ce qui ouvre des perspectives d'échanges d'information toujours plus riches. L'information doit d'abord être disponible. Il est donc essentiel de l'échanger vraiment et de ne pas se contenter de présentations institutionnelles ou de navigations de recherche. Formater son information pour qu'elle soit utilisable par les autres et la rendre accessible en ligne, voilà la principale

## Le prix des épices flambe aux Comores

Les prix de la vanille et du clou de girofle atteignent cette année leur plus haut niveau depuis dix ans. Le cyclone qui a dévasté les plantations à Madagascar (premier producteur mondial de vanille) et les troubles que traverse l'Indonésie (premier producteur mondial de clou de girofle) en sont la cause. Les producteurs comoriens vendent donc leur vanille deux fois plus cher que l'an dernier (2 500 KMF • 5,09 € le kg) et leur girofle six fois plus (1 500 KMF • 3,05 € le kg)! Ces épices représentent la moitié des exportations agricoles et le quart des exportations totales des Comores. Elles ont rapporté, pour la campagne 1999-2000, 5 millions de dollars US (5,719 millions €) à l'économie comorienne. Après une crise de plusieurs années due à la faiblesse des cours, c'est une bouffée d'oxygène!

Marchés tropicaux et méditerranéens,  
11 août 2000

## Le meilleur de la transformation agroalimentaire sur le Web

Le Projet sud-africain de transformation agroalimentaire (SAFPP) s'est surpassé avec son très innovant "site de la semaine" sur son site Web. Chaque semaine, il met en valeur un projet différent, avec toutes sortes d'informations sur les modes de stockage, la certification, la promotion pour l'exportation, les fournisseurs d'équipements et même ce que l'on appelle les "nourritures fonctionnelles". Il faut saluer le dynamisme du SAFPP et de ses initiateurs qui ont maintenu un rythme très rapide depuis le début de l'année 2000. Tous nos vœux pour une nouvelle année heureuse et productive!

Site Web: [www.safpp.co.za](http://www.safpp.co.za)

## Faune, flore, bétail et maladies

Une conférence internationale sur "Les enjeux du futur en matière de bétail, faune et flore et durabilité", organisée par l'association Wildlife Disease et la Société pour la médecine vétérinaire tropicale, se tiendra du 22 au 27 juillet 2001, à Kwa Maritane, Pilanesberg National Park, Afrique du Sud. Au programme: les nouvelles maladies, celles qui ravagent la faune, la flore et le bétail, le développement des vaccins et la durabilité des pratiques de gestion.

Quatre bourses seront décernées à des étudiants d'un niveau exceptionnel (voir [www.ifas.ufl.edu/~conferweb/stvm.htm](http://www.ifas.ufl.edu/~conferweb/stvm.htm) et [www.wildlifedisease.org](http://www.wildlifedisease.org)).

M. Pietersen  
STV/M/VDA 2001  
c/o Event Dynamics, PO Box 98009  
Sloane Park, 2152, South Africa  
Fax: + 27 11 463 7195  
E-mail:  
[millissa@eventdynamics.co.za](mailto:millissa@eventdynamics.co.za)

## Le Soudan interdit les exportations de sorgho

Le Soudan a interdit les exportations de sorgho, principal produit alimentaire du pays, en raison d'une baisse des réserves et d'une chute probable de la production en 2000. Les agriculteurs d'al-Gedaref, premier État producteur de sorgho, ont indiqué au milieu de l'année que les insectes et autres ravageurs – rats, oiseaux et criquets – avaient englouti près des trois quarts des cultures et que les pluies avaient été inférieures à la normale. Selon les estimations de la FAO, la récolte 2000, aux mois de novembre et de décembre, donnera 2,35 millions de tonnes de sorgho, soit une chute de 45 % par rapport à l'an passé.

## L'efficacité du vaccin contre la maladie de Newcastle



Photo FAO

La production intensive demande des soins intensifs.

La maladie de Newcastle frappe à nouveau les élevages de volailles en Afrique de l'Ouest (Sénégal et Côte d'Ivoire). Le taux élevé de mortalité provoqué par ce virus très contagieux inquiète les éleveurs qui vaccinent pourtant leurs animaux. Devrait-on douter de l'efficacité des vaccins? Des chercheurs de l'ISRA-LNRV (Institut sénégalais de recherche agricole – Laboratoire national de recherche

vétérinaire) de Dakar (Sénégal) ont étudié, avec le Collectif des techniciens avicoles, l'efficacité des différents protocoles de vaccination dans des élevages modernes. Les vaccins vivants administrés via l'eau des abreuvoirs s'avèrent moins efficaces que les vaccins injectables, car ils se conservent mal à température ambiante. Par ailleurs, la mauvaise qualité de l'eau ou la présence de désinfectants altère leurs propriétés tout comme l'utilisation d'abreuvoirs mal nettoyés, en nombre insuffisant ou encore en métal (les ions métalliques inactivent le vaccin). En revanche, l'injection du vaccin inactivé huileux semble très efficace. La meilleure protection consiste à administrer le vaccin vivant (par trempage du bec) et à injecter le vaccin inactivé un jour après la naissance, avec deux rappels, l'un à 8 semaines, l'autre à 18 semaines. Les chercheurs précisent que ce protocole est indicatif pour d'autres pays, où la situation épidémiologique peut être différente. Bien évidemment, des mesures d'hygiène complémentaires sont préconisées: l'élevage de volailles de même âge, le nettoyage sanitaire après chaque cycle et la désinfection régulière des élevages.

D'après la Revue d'élevage et de médecine vétérinaire, Vol. LII, 3-4, 1999

Eric Cardinale  
ISRA-LNRV  
BP 205, Dakar, Sénégal  
Fax: + 221 821 18 79



## Plus de sucre, moins de thé

À Maurice, les plantations de canne à sucre remplacent progressivement celles de thé. Les raisons en sont simples : d'une part, le thé mauricien, de qualité médiocre, se vend mal sur le marché international et, d'autre part, l'industrie sucrière n'honore pas encore ses quotas avec l'Union européenne (500 000 tonnes par an) et d'autres pays. La récolte de thé est maintenant destinée essentiellement au marché intérieur. Résultat : des 3 000 hectares de plantations de thé en 1994, il n'en reste plus que 700.

Marchés tropicaux et méditerranéens, 21 juillet 2000

## Des artifices au goût de vanille

La vanille est l'épice la plus consommée au monde (2 000 tonnes par an). Elle est aussi la plus fortement concurrencée par les produits de synthèse, tellement moins coûteux, qui représentent plus de 90% du marché de l'arôme vanille ! On cherche actuellement à produire de la vanilline naturelle à partir de champignons filamenteux, grâce à la biotechnologie. Pourquoi faire simple quand on peut faire compliqué...

## La boîte à outils de la FAO

Vous souhaitez évaluer l'effet du bétail sur l'environnement, identifier les mesures techniques, institutionnelles ou politiques susceptibles d'accentuer les interactions positives entre le bétail et l'environnement, ou atténuer les impacts négatifs ? La nouvelle boîte à outils de la FAO sur Internet peut vous être utile. Les personnes qui connaissent peu ou mal ces interactions y trouveront une présentation des différents problèmes. Cette problématique est néanmoins complexe, et la boîte à outils l'est aussi.

Site Web : [www.fao.org/lead/toolbox/Index.html](http://www.fao.org/lead/toolbox/Index.html)

## Adieu, la tique !

Grâce à un financement UE de 1,5 million d'euros, le programme CARIFORUM pour l'agriculture et la pêche, basé à Trinité-et-Tobago, et la FAO sont en train de mener à terme la campagne d'éradication de la tique *Amblyomma variegatum* des Caraïbes anglophones (voir *Spore* 85). Après de bons résultats aux îles Vierges, à Porto Rico et à Sainte-Croix, les opérations de nettoyage touchent à leur fin à la Barbade, à Saint-Kitts, à Montserrat, à la Dominique et à Sainte-Lucie. D'ici à la fin de l'année, les efforts se concentreront sur Nevis, Anguilla et Antigua où le cheptel est très important.

## Plantes indésirables : un mal sans remède ?

En République sud-africaine, 21 000 personnes sans-emploi, en majorité des femmes, sont actuellement embauchées pour arracher des plantes considérées comme nuisibles (arbres – acacias surtout – arbustes épineux et cactus, plantes aquatiques). Ces plantes, introduites volontairement ou non, recouvrent déjà 10 millions d'hectares. Non seulement elles pompent les ressources en eau (36% d'ici à vingt ans selon les estimations), mais elles augmentent aussi les risques d'incendie et menacent la diversité biologique. Le programme "Working for Water", créé il y a cinq ans, s'était fixé pour objectif (très) ambitieux de "nettoyer" les terres envahies tout en créant des emplois dans des zones particulièrement défavorisées. Mais l'entreprise est décourageante : malgré 290 projets dans neuf provinces et 240 000 hectares déjà éclaircis, les surfaces envahies augmentent de 5% par an et, une



La "Reine de la nuit" une des pires envahisseuses de la province du Nord-Ouest de l'Afrique du Sud.

fois nettoyées, doivent être entretenues régulièrement. On parle de présent de lutte biologique et de politiques incitant les propriétaires eux-mêmes à protéger leurs terres. Les fabricants d'herbicides participent aussi financièrement au projet qui nécessite des fonds de plus en plus importants : 375 millions de rands (59,432 millions €) pour 2000-2001. Le

remède ne deviendrait-il pas pire que le mal ?

△ The Working for Water Programme  
Department of Water Affairs and Forestry  
Private Bag X313  
Pretoria 0001  
South Africa  
Fax: + 27 12 326 2715  
E-mail: [hanks@dwaf-wcp.wcape.gov.za](mailto:hanks@dwaf-wcp.wcape.gov.za)  
Site Web: [www.dwaf.pwv.gov.za/idwaf/Projects/WFW/Default.htm](http://www.dwaf.pwv.gov.za/idwaf/Projects/WFW/Default.htm)

## Des cultures en pente...

Aucun agriculteur sensé n'accepterait de changer son système de culture du jour au lendemain, même sous prétexte d'un meilleur bénéfice. Nombreux sont ceux qui n'ont pas les moyens d'investir et de prendre des risques importants. En revanche, beaucoup s'intéressent aux méthodes qui leur permettraient de passer graduellement d'un système à l'autre. Dans le Pacifique, le réseau PACIFICLAND, qui regroupe des organismes gouvernementaux, des ONG régionales et internationales et des chercheurs, travaille avec des agriculteurs sur des méthodes de gestion durable des sols (GDS) sur les terrains en pente. Avec la collaboration des paysans, les chercheurs et les vulgarisateurs introduisent sur les exploitations des systèmes de culture (intercalaires ou non) visant à stopper l'érosion et à améliorer la fertilité des sols. Les cultures sont choisies en fonction des caractéristiques climatiques et géophysiques de la région et des préférences de la communauté. Ainsi, sur les terrains en pente forte de Vanuatu, les paysans sont passés des cultures à faible risque (arachide, manioc et igname douce), à des cultures à risque plus

important (taro et patate douce) au bout de deux ou trois ans et enfin à des cultures à haut risque (kava et igname longue) après quatre ans. En complément, des haies à variété unique sont plantées le long des courbes de niveau. Aux îles Fidji, on plante des haies d'ananas sur les terrains de déclivité moyenne et du végétal sur les faibles pentes, deux solutions donnant un profit à court terme. Ici les systèmes agricoles incluent des plantations de gingembre-manioc-taro dans les zones à forte pluviosité et des

légumes hors saison dans les régions sujettes à des sécheresses saisonnières. Au fur et à mesure qu'ils se familiarisent avec ces méthodes de gestion, les fermiers sont moins réticents à investir dans de nouvelles technologies et optent plus volontiers pour des cultures à plus haut risque.

## ...et en ligne

Le Comité international pour la gestion durable des sols et la recherche pédologique (IBSRAM), qui a joué un rôle de premier plan dans le développement des activités de PACIFICLAND, diffuse sur SLMNET des informations sur toutes les questions relatives à la GDS. Inauguré en juin 2000, SLMNET est une plate-forme de discussions entre les gens de terrain et les chercheurs impliqués dans la gestion des sols. SLMNET utilise le courrier électronique plutôt que l'Internet pour faciliter les échanges et être accessible à plus

de gens. Son serveur gère les messages brefs et les résumés de recherche et indique des sources d'informations supplémentaires. Les messages récents sont archivés sur le site de l'IBSRAM. Pour faire part des résultats de vos recherches sur la gestion des sols ou pour vous abonner, contactez :

△ G. Wannitkul  
IBSRAM  
PO Box 9-109  
Jatujak  
Bangkok 10900,  
Thaïlande  
Fax: + 66 2 561 12 30  
E-mail: [Gadsaraporn@ibsr.com](mailto:Gadsaraporn@ibsr.com)



## Je n'ai pas l'habitude de parler en public

n L'avez-vous remarqué? Les anglophones commencent souvent leur discours par une plaisanterie et les francophones par un discours sur leur discours. Les orateurs qui ne lisent pas leurs notes sont écoutés plus attentivement. Ceux qui croient en leur sujet et le connaissent bien sont plus respectés, alors que les trop passionnés et les pas convaincus perdent rapidement l'attention de leur auditoire.

Bien parler en public semble être un don pour une minorité de privilégiés. Mais pour la plupart d'entre nous, et pas seulement les débutants, cela peut être une expérience éprouvante. Importante aussi, car dans une période où les notions d'ouverture, d'échange, de participation, de démocratie s'épanouissent, on est de plus en plus amené à

prendre la parole en public. Le débat public se renforce, en intensité et en volume, et il devient essentiel pour les acteurs des communautés agricoles des pays ACP de se lever pour être entendus et pris en considération et non plus juste pour être comptés. Maintenant que les gouvernements, le secteur privé et la société civile se mettent à se réunir pour des "dialogues pluralistes des acteurs", il est essentiel que les organisations paysannes, les groupements féminins et les porteurs d'innovations sachent exprimer leurs positions de façon convenable.

La question était au cœur de plusieurs sessions de formation organisées par le CTA au Cap-Vert en septembre, et au Mali, en Namibie et en Ouganda en novembre 2000. Le premier

cours regroupait 20 femmes responsables de groupements paysans et d'ONG dans les pays lusophones (Angola, Cap-Vert, Guinée Bissau, Mozambique, São Tomé et Príncipe). Organisé par le CTA et le Centre de formation agricole du Cap-Vert (CFA-INIDA), il a, pendant une semaine, exploré l'art du plaider dans un environnement en évolution, la prise de parole en public et les interviews à la radio et à la télévision. Des sessions similaires sont programmées pour 2001 en République centrafricaine, en Jamaïque, à Madagascar et au Nigeria. Ces cours constituent le prolongement d'un programme précédent du CTA destiné à améliorer les capacités de communication des responsables d'institutions de recherche agricole.

## Pas fous, les éléphants



Photo Steve Hilton-Barber/Panos Pictures

trouvent fréquemment dans l'incapacité de répondre à la demande. Grâce à un marketing tous azimuts, le marula a acquis une notoriété internationale et des recherches sur les possibilités de domestication sont menées sur plusieurs

continents. Au cours des années 90, l'arbre a été importé en Australie et en Israël, pour des plantations commerciales dans le désert du Néguev. À la fin de

2000, des courtiers nord-américains tentaient de passer sur Internet des commandes de plants au Zimbabwe. L'espèce pousse dans toute la région jusqu'au Kenya ou le centre agroforestier ICRAF a analysé la composition nutritionnelle des fruits et des graines (noix) locales: leur teneur en vitamine C est quatre fois plus élevée que celle de l'orange. Selon l'ICRAF, le marula kenyan serait bien supérieur à celui qui est commercialisé en Afrique australe. Dans ces conditions, il serait peut-être temps de passer accord avec les éléphants?

n Le marula, *Schlerocarya birrea*, est appelé l'"arbre à éléphants" en Afrique australe. Lorsque ses fruits vert olive commencent à mûrir en février, les éléphants affluent de toutes parts pour s'en gaver. Ils boivent ensuite beaucoup d'eau, puis courent en tous sens pour mélanger le tout dans leur estomac et, comme la mixture fermente, ils s'enivrent joyeusement. Au fil des siècles, les hommes ont fait comme les éléphants: ils dégustent le fruit frais du marula dont ils tirent aussi une liqueur très appréciée. Bien entendu, il y a d'autres utilisations possibles. Au Botswana, le Projet de gestion des ressources naturelles (NRMP) a identifié le potentiel commercial des produits dérivés de l'"arbre à éléphants": purées, noix, huile, marmelades, briquettes de charbon, etc. De grandes entreprises, implantées pour la plupart en Afrique du Sud, vendent des produits dérivés du marula et se

## Une première: la séquence complète du génome d'un parasite

n Pour la première fois, le génome d'un parasite, la bactérie *Xylella fastidiosa*, a été intégralement séquencé. Cette bactérie empêche la circulation de la sève dans les orangers. Résultat: les fruits se développent mal et se dessèchent de l'intérieur. La bactérie est propagée par une cicadelle que les agriculteurs tentent de combattre avec des insecticides. Elle provoque une maladie appelée chlorose variégue des agrumes, qui affecte 80% des orangers dans la région de São Paulo, au Brésil. Les chercheurs

brésiliens qui ont séquencé le génome entendent exploiter leurs travaux pour mettre au point des méthodes de lutte plus efficaces. Ils envisagent, par exemple, de créer des variétés dont le métabolisme du fer serait modifié, car selon leurs études, la bactérie ne peut survivre sans fer.

✉ A. Simpson  
LBI – Laboratório de Bioinformática  
Universidade Estadual de Campinas  
Av. Albert Einstein, 1251 – sala 72  
Caixa Postal 6176  
13083-970 Campinas – SP, Brésil  
Fax: + 55 19 788 58 47  
E-mail: lbi@ic.unicamp.br

## Poussées de fièvre...

n Après le Yémen et l'Arabie Saoudite, le Kenya connaît à son tour des cas de fièvre de la vallée du Rift. Ce virus véhiculé par les moustiques s'attaque aux animaux mais il est aussi transmissible à l'homme. Pour éviter l'extension de l'épidémie, le Soudan a fermé sa frontière avec le Kenya. Par ailleurs, de nombreux pays ont décrété un embargo sur les importations de produits animaux en provenance de la province du KwaZulu Natal (République Sud-Africaine) affectée par une épidémie de fièvre aphteuse.

## ... et contrebande

n La Tanzanie, quant à elle, a fermé tous les marchés aux bestiaux situés le long de ses frontières. Elle se plaint d'une importante contrebande avec les pays riverains. Le manque à gagner atteindrait 858 millions de shillings tanzaniens (1,233 millions €) chaque année. Les éleveurs et les commerçants se défendent en invoquant la complexité des procédures d'import-export, rédigées qui plus est en anglais.

D'après le Business Times,  
11 septembre 2000

## Nouveaux débouchés pour la noix de coco

n En septembre 2000, la FAO a, pour la première fois de son histoire, déposé un brevet de stérilisation à froid du jus de coco frais (voir *Spore* 80, p.9). Le Royaume-Uni lui a déjà accordé le brevet et le Japon et le Canada devraient bientôt l'imiter. La FAO s'apprête à publier la description du procédé afin que les producteurs de noix de coco puissent en profiter.

## Savant Savanna

n C'est encore à propos de ce fameux équilibre entre agriculture et environnement. Savanna, un nouveau logiciel de modélisation, peut prévoir l'impact écologique d'un projet agricole ou d'un programme de conservation de la nature, dans une zone donnée ou dans les zones environnantes. Il analyse des centaines d'aspects – faune, flore, cultures, bétail, sols, climats et activité humaine – pour établir des prévisions sur des périodes allant de cinq à cent ans. À l'origine, Savanna a été conçu pour l'Afrique de l'Est et l'ouest des États-Unis par l'Université d'État du Colorado, l'ILRI de Nairobi et le groupe Future Harvest qui assure la promotion des centres internationaux de recherche agricole.

✉ Future Harvest, PMB 238,  
2020 Pennsylvania Avenue,  
NW, Washington, DC 20006-  
1846, USA  
E-mail: info@futureharvest.org  
Site Web: www.futureharvest.org

EDA

# De la charrue à la politique

Il y a des organisations qui savent évoluer avec le temps ; il y en a même qui devancent un peu le temps. L'organisation sud-africaine EDA est de celles-là. L'EDA, Agence pour le développement et l'environnement, est née en 1970 et a démarré ses activités dans le secteur des technologies appropriées comme les outils agricoles manuels, les digesteurs et les turbines à vent. Aujourd'hui, elle a consolidé ses fondations et s'appuie sur son expérience et sa réputation pour faire des recommandations au gouvernement.

Ses programmes concernent notamment les aménagements villageois du terroir, la planification de l'utilisation des terres agricoles et la gestion des captages hydriques. Pour le premier

de ces thèmes, EDA mène un projet pilote qui combine les savoirs locaux traditionnels avec des approches et des techniques modernes pour gérer les ressources naturelles et augmenter la production agricole et les revenus des paysans.

Autre domaine d'activité : la production agricole et notamment la gestion de l'irrigation, la production de grains et de fourrage, le développement des vergers, la transformation des produits agricoles et le développement institutionnel. En ce qui concerne la production animale et la commercialisation, l'EDA se concentre sur les moutons, les bovins, les porcs, les chèvres et la volaille.

EDA a bâti sa réputation sur la publication, il y a plus de

vingt ans, d'un manuel *Peoples Workbook of practical technologies*, suivi plus récemment du manuel *Peoples Farming Workbook* (disponible au CTA : ISBN 0 86486 4310, CTA n° 939, 20 unités de crédit). EDA propose également des documents audiovisuels, un bulletin trimestriel et un magazine (*Land & Rural Digest*), publié avec deux partenaires.

EDA a aussi produit une série de documents de politique générale à l'attention des autorités gouvernementales. Les plus récents traitent des défis de la transformation de la vulgarisation agricole, de l'appui aux petits exploitants agricoles, de la protection des ressources naturelles, de la gestion des terroirs, de la réforme foncière au niveau communal, du rôle des chefs cou-



tumiers et des autorités traditionnelles pour l'attribution des terres agricoles, de l'accès des femmes à la terre.

À l'origine, EDA était un réseau, et les jours difficiles traversés pendant les années sombres de l'apartheid lui ont appris la valeur de l'échange et de la coopération. C'est là que réside sa force pour les lecteurs de *Spore* : sa volonté de partager avec les autres l'histoire de son évolution.

EDA

PO Box 15840  
Doornfontein 2028  
South Africa  
Fax: + 27 11 402 02 98  
E-mail: info@eda.org.za

## Moving Pictures

# La biodiversité en images



Une image peut en dire plus long que mille mots, c'est vrai. Et quand les plus belles images du monde s'allient aux plus beaux mots, on frise la perfection.

Le catalogue de *Moving Pictures* est la publication phare de TVE (Television Trust for Environment), créée en 1984 par le programme des Nations unies pour l'environnement et la compagnie anglaise de télévision British Carlton. Parmi ses productions, citons le magazine hebdomadaire *Earth Report* diffusé par la BBC World et des stations locales dans le monde entier. En tout, la TVE a produit ou coproduit plus de 550 films.

*Moving Pictures* constitue un centre de référence sur les films sur l'environnement et le développement et distribue des documents audiovisuels à travers 51 Centres de ressources vidéo (CRV), dont 15 dans des pays ACP : Afrique du Sud, Fidji, Gambie, Ghana, Guyana, Kenya, Lesotho, Namibie, Nigeria, Ouganda, Papouasie Nouvelle-Guinée, République dominicaine, Surinam, Zambie et Zimbabwe.

Le catalogue est publié environ deux fois par an (28 éditions en 16 ans) sur un thème spécifique. Le dernier, publié en septembre 2000, s'appelle *Last Plant Standing*, en référence aux activités de TVE sur la génétique des plantes. Il propose une liste de films disponibles chez TVE ou d'autres producteurs, ainsi que d'autres matériels. Il a été réalisé avec l'appui de la télévision japonaise, du CRDI, du DFID, de Danida et de la Commission européenne.

Chaque pas de TVE est éducatif. Le catalogue lui-même constitue un ensemble d'articles et de références qui font autorité en matière de conservation des semences, de modifications génétiques et d'augmentation de la production alimentaire.

Par ailleurs, TVE publie des kits d'information pour aider les animateurs à tirer le meilleur parti de ses films. Le kit éducatif *Outreach* sur la biodiversité et les cultures vivrières (gratuit) est superbe. Avec ses explications sur l'histoire des plantes, la phylogénétique et les modifications génétiques, il constitue une ressource indispensable pour tous les lecteurs de *Spore* engagés dans des activités d'éducation ou de communication.

Enfin, la participation est un mot d'ordre. Chaque production de TVE est présentée sur son site Web très interactif ([www.tve.org](http://www.tve.org)) pour discussion avec les spectateurs et les usagers. Chaque thème renvoie à d'autres publications, telles que *Spore*.

Bref, si vous recherchez des films qui vous permettent de partager les expériences de communautés agricoles partout dans le monde, les films et dossiers d'information de TVE sont pour vous. Une réserve toutefois : cette mine d'infos est principalement en langue anglaise, ce qui limite l'usage pour une partie du public. Mais... "une image en dit plus long que mille mots", n'est-il ?

Les films de TVE sont à vendre, pas à louer. Il y a un tarif préférentiel pour les particuliers et les organisations des pays ACP (à l'exclusion des agences internationales) : 15 \$ US (18, 25 €) par cassette VHS, plus les frais d'expédition.

Moving Pictures/Outreach  
Last plant standing programme  
TVE,  
Prince Albert Road,  
London, NW1 4RZ,  
United Kingdom  
Fax: + 44 20 7586 4866  
E-mail: tve-dist@tve.org.uk



# Publications

## Boîte à outils pour mieux gérer la fertilité des sols



Manuels, cédérom, outils et études de cas... Le tout se trouve dans une boîte pour guider les praticiens qui travaillent avec les paysans en vue d'améliorer la fertilité des sols. Le guide (publié en anglais uniquement) explique comment récolter, gérer et analyser des données au moyen de la PLAR (participatory learning and action research, méthode participative d'apprentissage et de recherche-action). Il s'agit de trou-

ver non pas la "meilleure" solution scientifique pour conserver la fertilité, mais la solution pratique, applicable et adaptée à la situation particulière d'un agriculteur.

La partie 1 aide l'utilisateur à analyser les situations des paysans, à faciliter l'apprentissage de nouvelles techniques et à relier les savoirs paysans et scientifiques. La partie 2 présente des études de cas au Bénin, en Éthiopie, au Kenya, au Mali et en Tanzanie. Des outils

méthodologiques sont fournis sur des cartes laminées (partie 3) et un logiciel sur cédérom (partie 4) aide à traiter les données recueillies au cours du travail avec les paysans. Le cédérom inclut la version électronique des outils détaillés et du guide de l'utilisateur formant la partie 5, laquelle contient aussi des formulaires d'interview et d'enregistrement de données.

Modulable à souhait, cette "boîte à outils" exige néanmoins un minimum de formation en sciences naturelles et de motivation pour mener ses investigations et apprendre en collaboration avec les paysans.

Managing soil fertility in the tropics:

A Resource Guide for participatory learning and action research  
T. Defoer & A. Budelman (eds)  
CTA/IIED/KIT, 2000  
208 pages (partie 1), 192 pages (partie 2), 192 pages (partie 5).  
ISBN 90-6832-128-5,  
n° CTA 992, 120 unités de crédit.

## L'autre façon d'irriguer son champ

■ Entre l'agriculture irriguée qui coûte cher et l'agriculture pluviale, aléatoire par définition, il existe une troisième voie. Elle consiste à tirer parti de l'eau sous toutes ses formes (eau de ruissellement, eau d'infiltration, eau de brouillard) et où qu'elle se trouve, en surface ou souterraine. L'important est de pouvoir la capter et la retenir en adoptant des techniques de plantation spécifiques. Ce livre les décrit en détail en même temps qu'il aborde tous les aspects d'une agriculture alternative permettant d'irriguer son champ à moindre coût. Cet ouvrage est en langue anglaise.

Alternative irrigation.  
The Promise of Runoff  
Agriculture  
Earthscan Publications Ltd.,  
1999  
120, Pentoville Road  
London, N1 9JN, UK  
Fax: + 44 20 7278 1142  
E-mail:  
earthinfo@earthscan.co.uk  
ISBN 1 85383 496 3  
240 pages  
Prix: 15,95 £ • 25,40 €

## Fertilité et relations agriculture-élevage en zone de savane

■ Actes de l'atelier "Flux de Biomasse et gestion de la fertilité à l'échelle du terroir" qui s'est tenu à Montpellier, France les 5-6 mai 1998.

CIRAD, 2000  
Avenue d'Agropolis,  
TA 283/04  
34398 Montpellier Cedex 5,  
France  
ISBN 2 87614 408 5  
ISSN 1264-112 X  
200 pages  
Prix: 130 FF • 19,80 €

## Perspectives à moyen terme des produits agricoles. Projections à l'horizon 2005

■ Dans sa deuxième partie, ce rapport de la FAO présente les résultats des projections intéressant la sécurité alimentaire et les problèmes nutritionnels des pays en développement. Ces projections montrent une détérioration de la position commerciale agricole nette des pays en développement et soulèvent un problème inquiétant: l'augmentation prévue à prix constants des factures d'importations de produits alimentaires.

FAO, 2000  
Viale delle Terme di Caracalla  
11100 Rome, Italie  
Fax: + 39 06 5705 3360  
ISBN 92-5-20204382-9  
176 pages  
Prix: 25 \$US • 28,50 €

## Dessine-moi le développement

■ Le dessin est d'un secours précieux lorsqu'il s'agit d'expliquer simplement des idées compliquées ou trop abstraites. Mais encore faut-il qu'il soit "parlant" pour tout le monde, qu'il soit l'exacte analogie – ou encore le support symbolique parfait – d'un exposé écrit ou oral. On parlera alors de représentations ou de dessins symboliques, véri-

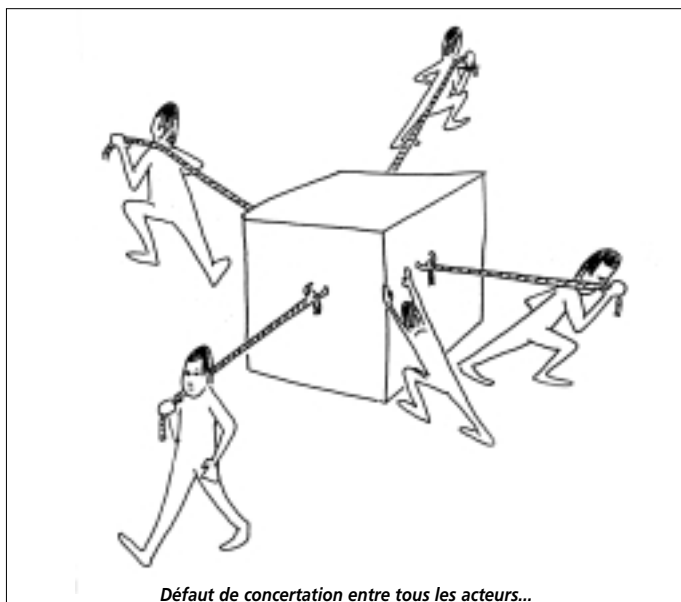
table langage imagé que l'utilisateur "propose" à son public en lui donnant son sens. Nombre de ces représentations symboliques, porteuse d'un sens aisément reconnaissable par tous, sont devenues universelles: partout dans le monde, un rond rouge barré de blanc signifie sens interdit; un feu rouge veut dire stop; une courbe descendante signifie

une chute, et une flèche une direction. Ce livre propose des méthodes et des techniques de dessin qui, sur ce même principe de "reconnaissance" permettent d'éclairer un raisonnement, de faciliter l'accès à des abstractions et d'approcher simplement des concepts complexes utilisés en matière de développement. L'auteur a dégagé 16 catégories de ces concepts et entreprend de les reformuler grâce au dessin rapide. Une bonne idée!

Guide méthodologique – Le dessin symbolique rapide

Auteur: Jacques Mercoiret  
CIEPAC, 2000  
Atrium 45  
663, avenue de la Pompignane  
34170 Castelnau-le-Lez - France  
Fax: + 33 4 67 72 99 76  
E-mail: ciepac@softel.fr  
361 pages  
Prix: 170 FF • 25,90 € + Port

Les livres publiés par les éditeurs des pays ACP sont toujours bienvenus dans cette rubrique. Nous invitons vivement tous les professionnels locaux à nous faire parvenir leurs ouvrages.



Défaut de concertation entre tous les acteurs...

## Finance informelle et financement du développement

Cet ouvrage a été préparé par une équipe de chercheurs français et africains qui travaillent depuis plusieurs années au sein du Réseau Entrepreneuriat de l'AUF. Il regroupe une douzaine de contributions qui étudient les multiples aspects de la finance informelle (mobilisation de l'épargne, distribution et utilisation du crédit, tontines...) et de la micro-finance au Bénin, au Niger, au Congo, au Cameroun... et même en Chine et à Taïwan. Leurs analyses portent sur les relations entre la finance et l'économie informelles, comme entre la finance informelle et la finance institutionnelle...

AUPELF-UREF, 2000  
4, place de la Sorbonne  
75005 Paris, France  
Fax: + 33 1 44 41 18 19  
E-mail: [diffusion@aupelf.refer.org](mailto:diffusion@aupelf.refer.org)  
ISBN: 2 8412 9636 9  
250 pages  
Prix: 40 FF • 6,10 €

## L'influence de l'homme sur l'érosion – 2 volumes

Compte rendu du colloque international "L'homme et l'érosion" organisé par les réseaux GRES (IRAD) et ÉROSION (IRD) au Cameroun du 9 au 19 décembre 1999.

Bulletin Réseau Érosion 19, 1999  
Co-édition IRD/CTA, 608 pages (vol. 1), n° CTA 1002, 80 unités de crédit les 2 volumes.

## L'avenir du foncier en Afrique de l'Ouest

L'Afrique de l'Ouest a connu ces dernières décennies de profonds bouleversements – augmentation de la population, urbanisation croissante, migration, nouveaux marchés... – dont les répercussions mettent plus que jamais à l'ordre du jour les problèmes liés au foncier. Après avoir décrit les évolutions à venir dans quatre régions d'Afrique de l'Ouest, ce livre propose des solutions pour mettre en place des régimes fonciers qui favorisent l'accès à la terre et aux ressources naturelles.

Régimes fonciers et accès aux ressources naturelles en Afrique de l'Ouest. Questions et opportunités pour les 25 ans à venir  
Drylands, IIED, 1999  
3 Endsleigh Street  
London WC1H 0DD, UK  
Fax: + 44 207 388 2826  
E-mail: [drylands@iied.org](mailto:drylands@iied.org)  
ISBN 1 8998 2536 3  
46 pages  
Quote n°7396 F  
Prix: 12,50 £ • 21 € (gratuit pour les non-OCDE)

## Autopsie de l'aide extérieure

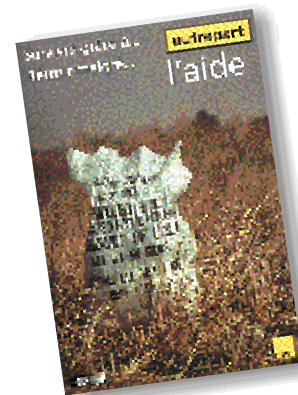
L'aide extérieure est aujourd'hui perçue comme un fardeau tant de la part des bénéficiaires que de la part des donateurs. Les uns la vivent comme un obstacle

## Le marketing, un état d'esprit

Universellement connu dans ses principes, le marketing contribue à développer des échanges sur des bases réalistes et durables, mais son application varie en fonction de l'environnement. Ce livre est un manuel de marketing spécialement dédié aux pays en développement. Abondamment illustré d'exemples provenant des continents africain, sud-américain et asiatique, il colle parfaitement à

leur développement autonome; les autres s'interrogent sur sa réelle pertinence. Les dilemmes de l'aide, relevés dans les dix contributions rassemblées dans ce livre, sont révélateurs d'un malaise dont les incidences sont graves. À travers des témoignages recueillis auprès d'organisations paysannes et d'agents du développement des pays du Sahel, à travers des études de cas au Mali, au Bénin et à Madagascar, ce numéro thématique de la revue *Autrepart* invite à comprendre les mécanismes à la fois économiques, culturels et philosophiques qui altèrent l'efficacité des systèmes de l'aide. Les uns pensent l'aide comme un "investissement", avec une exigence d'efficacité immédiate; les autres se voient imposer une offre dont ils ne savent que faire à long terme. De part et d'autre, l'aide telle qu'elle est vécue aujourd'hui crée des liens de dépendance mutuelle préjudiciable au développement des pays les moins "avancés". Au-delà du constat, ce livre propose quelques perspectives, notamment celle de réhabiliter l'aide comme un transfert de

ressources et de mettre en place des mécanismes de régulation de l'offre d'aide. Autrement dit de généraliser la pratique de cofinancement entre donateurs et



bénéficiaires finaux afin d'éviter des situations d'excès ou de défaut de l'aide

Survivre grâce... Réussir malgré... l'aide  
Éditions de l'Aube, IRD 2000  
32, avenue Henry-Varagnat  
93143 Bondy cedex  
France  
Fax: + 33 1 48 87 30 88  
E-mail: [autrepart@bondy.ird.fr](mailto:autrepart@bondy.ird.fr)  
ISSN 1278-3986  
211 pages  
Prix: 120 FF • 18,30 €



leurs spécificités et à leurs contraintes. Il présente ainsi les concepts théoriques du marketing et leurs traductions concrètes sur le terrain. Il traite des produits de grande consommation et des services ainsi que des biens *business to business*, (d'entreprise à entreprise), de la segmentation, de la distribution, des prix, de la communication. Il permet d'élaborer cas par cas un véritable plan marketing.

Marketing, facteur de développement. L'émergence des pays du Sud  
Éditions de l'Harmattan, 2000  
5-7, rue de l'École Polytechnique  
75005 Paris  
France  
Fax: + 33 1 43 25 82 03  
E-mail: [harmat@worldnet.fr](mailto:harmat@worldnet.fr)  
ISBN 2-7384 8895-1  
312 pages  
Prix: 160 FF • 24,40 €

## L'agriculture irriguée et le PSI

En 1995, le Sénégal, le Niger, la Mauritanie et le Mali créent, sous l'égide du CORAF (Conseil ouest et centre africain pour la recherche et le développement agricoles) le Pôle régional de recherche sur les systèmes irrigués soudano-sahéliens (PSI). Depuis, 47 chercheurs, provenant de six institutions différentes, se mobilisent sur quatre composantes régionales de recherche: la diversification des cultures irriguées, l'intensification de la riziculture irriguée, la gestion technique, sociale et foncière de l'irrigation et la lutte contre la dégradation des sols irrigués. Ce livre rend compte des résultats scientifiques de leurs travaux. Mieux encore, il souligne l'apport du PSI dans la construction d'une communauté scientifique africaine, dans le renforcement de ses liens avec les équipes partenaires du Nord et avec les centres internationaux de recherche

agronomique. Cet ouvrage existe également sur cédérom.



Pour un développement durable de l'agriculture irriguée dans la zone soudano-sahélienne. Synthèse des résultats du Pôle régional de recherche sur les systèmes irrigués  
Auteurs: J.-C. Legoupil, C. Dancette, P. Godon, I.-M. Maiga, K.-M. Ndiaye  
PSI-CORAF/CTA, 2000, ISSN 0851-0296, 456 pages, n°CTA 999, 40 unités de crédit.



## Ombres et lumières sur la microfinance

■ Tel aurait pu être le titre de ce livre qui traite du microcrédit et de ses rouages à travers un riche recueil d'exemples et de contre-exemples (le succès de la Grameen Bank au Bangladesh, l'échec de Corposol en Colombie...). Par extension, il analyse la double personnalité de la microfinance – son potentiel et ses limites – et soulève une question fondamentale: la microfinance peut-elle à elle seule résoudre tous les problèmes liés au développement et notamment celui de la pauvreté?

Au-delà du microcrédit, accessible à des individus disposant de projets dits "productifs", le territoire de la microfinance est potentiellement plus vaste. Il s'étend aux confins de la pauvreté. Et la pauvreté, rappelle l'auteur,

est souvent bien plus une question d'accès à une ressource (santé, éducation, amélioration de l'habitat, épargne) qu'une simple question de revenus. Des milliers d'organisations, de programmes et de projets incluent d'une manière ou d'une autre un volet microfinance. Dans cette masse, seules quelques dizaines sont capables de financer des projets dont la productivité n'apparaîtra qu'à long terme. Loin d'être un outil tout-terrain, la microfinance ne profite en général qu'à ceux qui se situent au-dessus du seuil de la pauvreté ou juste en dessous. Ce livre aborde donc la "vraie question", en identifiant les conditions nécessaires pour que la microfinance soit durable et viable pour les emprunteurs comme pour les prêteurs.



La microfinance en questions  
Auteur: Marc Labie  
Co-édition Luc Pire/Fondation pour les générations futures (FGF), collection "Pour les générations futures", 1999  
Diffusion: Fondation Charles Léopold Mayer  
38, rue Saint-Sabin  
75000 Paris, France  
116 pages  
ISBN 2-930240-65-2  
Prix: 595 FB • 14,75 €

## Des fruits et des légumes toute l'année



■ La culture classique, en plein champ, ne bénéficie d'aucune protection contre les effets du climat. Ainsi, pendant la saison des pluies qui caractérise le climat tropical humide, les sols sont gorgés

d'eau, donc incultivables, et les pluies détruisent les plantes et les fruits. Sous un tel climat, la culture sous abri – hors sol ou en pleine terre – est une technique intéressante. Elle obéit toutefois à un certain nombre de règles liées à des contraintes climatiques (l'abri doit être capable de résister aux ouragans et aux tempêtes qui balaient la zone), parasitaires (l'environnement sous abri est un milieu favorable au développement des insectes et des acariens) et nutritionnelles (maintien en permanence d'une bonne fertilité du sol pour une culture par définition intensive). Ce guide fait le point des recherches et des expériences menées par le CIRAD aux

Caraïbes et en Afrique. Il rassemble différentes recommandations (conduite de culture, structure des abris, itinéraires techniques) destinées aux techniciens agricoles et aux agriculteurs. Il contient également des fiches techniques concernant les principales espèces potagères cultivables sous abri.

Guide de la culture sous abri en zone tropicale humide  
CIRAD-fhlor Martinique, 2000  
BP 153  
97202 Fort-de-France, Martinique  
ou:  
La Librairie du Cirad  
Avenue d'Agropolis, TA 283/04  
34398 Montpellier cedex 5, France  
Fax: + 33 4 67 61 55 47  
ISBN 2-87614-417-4, 91 pages  
Prix: 100 FF • 15,25 €

## Gros plan sur le manioc

■ Ce livre s'adresse à tous ceux qui s'intéressent au manioc, à sa production, à son poids économique au niveau mondial et par pays producteur, à l'avenir des filières de production et de transformation, aux perspectives du secteur et à ses potentiels de développement. (Ouvrage en langue anglaise.)

The World Cassava Economy.  
Facts, trends and outlook  
FAO/IFAD, 2000  
Viale delle Terme di Caracalla  
00100 Rome, Italie  
Fax: + 39 06 5705 3360  
E-mail: publications-sales@fao.org  
ISBN 9 25104 399 X  
66 pages  
Prix: 12 \$US • 13,95 €

## Gestion équitable, efficiente et durable de l'eau pour le développement agricole et rural en Afrique subsaharienne et dans les Caraïbes

■ Synthèse d'un séminaire organisé par le CTA à Cordoue (Espagne) en 1999 (voir Spore 84).

CTA, 2000. 33 pages,  
ISBN 92 9081 2184  
n° CTA 971,  
5 unités de crédit

## Le rôle des petits exploitants dans les systèmes de production de semences

■ Synthèse et recommandations d'une visite d'étude organisée par le CTA au Zimbabwe en 1999 (voir Spore 81).

CTA, 2000. 34 pages,  
ISBN 92 9081 2230,  
n° CTA 987,  
5 unités de crédit

## La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2000

■ Ce livre présente une vue d'ensemble de l'agriculture mondiale et de la sécurité alimentaire durant le demi-siècle écoulé, les tendances du secteur, l'impact économique des conflits armés, leurs incidences sur l'agriculture et les stratégies de redressement. La disquette incluse dans ce livre rassemble des séries chronologiques pour 150 pays, groupes de pays et régions (en anglais, espagnol et français).

FAO, 2000  
Viale delle Terme di Caracalla  
00100 Rome, Italie  
Fax: + 39 06 5705 3360  
E-mail: publications-sales@fao.org  
ISBN 92-5-204400-0  
ISSN 0251-1460  
329 pages  
Prix: 39 \$US • 44,45 €

## Comment obtenir ces publications



Les publications signalées dans ces pages par la feuille verte viennent s'ajouter au catalogue CTA, et vous pouvez les obtenir du CTA si vous êtes abonné(e) au Service de diffusion du CTA. Pour les autres publications (signalées par un simple carré orange), vous devez vous adresser à l'éditeur mentionné, ou à un libraire, mais pas au CTA.

Les publications du catalogue CTA sont gratuites pour les **abonnés** du Service de diffusion des publications. Les abonnés peuvent commander ces publications jusqu'à concurrence de leur crédit, en utilisant impérativement le bon de commande qui leur a été fourni.

Les **non-abonnés** peuvent demander un formulaire d'inscription au CTA. Le service est ouvert aux organisations et institutions de développement

agricole et rural des pays du groupe ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique), ainsi qu'aux particuliers qui résident dans ces pays. Si vous ne remplissez pas les conditions d'abonnement au service, ou si vous avez épuisé vos unités de crédit, vous pouvez acheter les publications du catalogue CTA auprès du distributeur suivant: Triops, Hindenburgstrasse 33, 64295 Darmstadt, Allemagne – Fax: + 49 6151 3140 48 – E-mail: triops@triops.de – Site Web: http://www.triops.de


## Sept nouveaux Documents de travail


Les derniers nés de la collection Documents de travail du CTA proviennent d'études sur l'information au service des politiques de gestion des ressources naturelles (GRN), des petites entreprises de transformation agroalimentaire et des systèmes d'information sur les marchés.


Dans le domaine de l'information au service de la GRN, les études couvrent trois pays: le Cameroun, Madagascar et la Namibie. Chaque rapport propose un panorama des priorités du pays en matière de GRN et traite du rôle des différents acteurs, du gouvernement au village. Deux idées fortes en émergent: l'importance de la coopération intersectorielle et la nécessité d'émanciper les acteurs afin qu'ils participent pleinement à la formulation – et à la mise en œuvre! – des politiques nationales.


Les secteurs de la petite transformation agroalimentaire en Afrique du Sud, au Mozambique et en Zambie sont analysés par une même équipe dans trois documents distincts. Malgré de grands contrastes, les économies des trois pays ont des facteurs communs: financements insuffisants, difficultés d'accès au crédit, problèmes opérationnels.


Les radios locales, le téléphone et la messagerie électronique sont au cœur des systèmes d'information sur les marchés (SIM) mis en place avec les acteurs concernés dans différentes régions d'Ouganda. Le SIM fournira aux producteurs et aux négociants des données sur les marchés du maïs, du haricot et du manioc.


 *Small-scale food processing sector in Mozambique*  
CTA, 2000. 112 pages. CTA n° 8013,  
5 unités de crédit


 *Small-scale food processing sector in South Africa*  
CTA, 2000. 90 pages. CTA n° 8014,  
5 unités de crédit

 *Small-scale food processing sector in Zambia*  
CTA, 2000. 130 pages. CTA n° 8015,  
5 unités de crédit

 *Soutien informationnel aux politiques de gestion des ressources naturelles à Madagascar*  
CTA, 2000. 71 pages. CTA n° 8016, 5 unités de crédit

 *De l'usage de l'information en appui aux politiques de gestion des ressources naturelles au Cameroun*  
CTA, 2000. 54 pages. CTA n° 8017,  
5 unités de crédit

 *Case study on information support to natural resource management policy in Namibia*  
CTA, 2000. 55 pages. CTA n° 8018,  
5 unités de crédit

 *Design of a market information system for small scale producers and traders in three districts of Uganda*  
CTA, 2000. 65 pages. CTA n° 8019,  
5 unités de crédit (ou à télécharger à partir du site [www.agricta.org/pubs](http://www.agricta.org/pubs))

## Boîte postale 380

Courrier, fax, e-mails, vos lettres s'accumulent au fil du mois. Et nous en voulons encore, afin de toujours mieux adapter *Spore* à vos attentes.

Comme nous savons que les lectrices se font plus nombreuses, nous attendons plus de courrier de votre part, Mesdames, à propos de *Spore* et de ce que nous pouvons faire pour qu'il vous soit plus utile.



### Graine de vérité

■ À propos de l'article "Graine de vérité" sur les modifications génétiques dans *Spore* n° 88, notre fidèle correspondant Samuel Zeleke à Gambella, Éthiopie, nous écrit: " Dans de nombreux pays ACP, particulièrement en Afrique, la recherche agricole a permis de mettre au point de nouvelles variétés de végétaux ou de nouvelles espèces animales en utilisant surtout des techniques de reproduction traditionnelles impliquant des transferts génétiques massifs. Ces méthodes sont lentes et il faut de nombreuses années pour parvenir au bon résultat.

"L'Afrique a de vastes ressources de flore et de faune d'espèces variées, qui possèdent un bon potentiel pour la recherche sur les OGM. Jusqu'à présent, cependant,

ces réserves n'ont pas été mobilisées efficacement. Les pays africains doivent croire aux avantages de la recherche sur les OGM sur les techniques traditionnelles de reproduction pour développer (de nouvelles variétés) dans des délais rapides. "

### Une pluie de louanges, mais où sont les cours ?

■ Réagissant à *Spore* n° 87, une nouvelle lectrice, Mme A. Nkebukwa du Projet de recherche et de documentation sur les femmes, à l'université de Dar-es Salaam, nous dit qu'elle a été "particulièrement impressionnée par la façon concise, précise et intéressante avec laquelle les articles de *Spore* véhiculent des informations essentielles". Bienvenue, Mme Nkebukwa!

Dr H. Mwalweni du Département de production et de santé animale, à Kalomo, Zambie, nous dit que *Spore* est "tout simplement magnifique", mais nous reproche de ne plus consacrer de page aux formations et aux conférences.

D'autres demandes de lecteurs nous contraignent à réduire la place réservée aux sessions de formation. Nous le regrettons, sachant l'intérêt que cela représente pour quelques-uns, mais nous avons plusieurs dizaines de milliers de lecteurs et seulement seize pages tous les deux mois pour tous. Nous avons l'intention de recenser bientôt l'ensemble des besoins des lecteurs de *Spore* et cela pourrait amener des changements. Gardez cette boîte à l'œil!

### L'escargot géant: ami ou ennemi ?

■ "On dit que l'escargot géant africain (*Achantina fulica*) a été introduit dans mon pays durant la Seconde Guerre mondiale par des soldats japonais", écrit Steven Yauapi de Papouasie Nouvelle-Guinée où il travaille dans l'administration de l'agriculture et de l'élevage du district de Vanimo. " Les escargots ont envahi ma province au début de 1998 et depuis ils provoquent des dégâts considérables dans les jardins maraîchers et autres cultures. Comme ils ne sont pas d'ici, nous les consi-



L'Association des jeunes de Ngoudoup, Cameroun : Merci CTA, pour les livres que vous nous envoyez régulièrement. Ils nous ont donné l'envie de cultiver le riz dans notre village.



dérions comme une nuisance et comme une menace pour notre sécurité alimentaire. Ayant lu dans *Spore* n° 69 (juin 1997) la réponse de mon frère Benjamin Mensah de Teshei-Nungua au Ghana, je serais très intéressé d'en savoir plus sur le potentiel alimentaire et commercial de ces escargots. J'apprécierais beaucoup que quelqu'un puisse me donner des informations plus précises sur la façon de les cuisiner, etc."

Steven Yuiapi, PO Box 344, Vanimo,  
Sandaun Province, Papua New Guinea.

## Recherche partenaires pour des essais d'insecticides biologiques

■ Notre article sur l'agriculture biologique, dans *Spore* n° 85, continue à susciter des réactions.

**Shei W. Kanjo**, coordinateur de SPACE, PO Box 20, Ndop, NW Province, Cameroun, nous écrit : "Mon organisation est constituée de neuf techniciens d'agriculture et de développement travaillant pour une communauté de 13 villages. Nous travaillons actuellement sur les méthodes naturelles de protection des cultures en collaboration avec sept groupements d'agriculteurs connus comme la Bamunkumbit Crop Protection Association (BACROPA). Nous allons bientôt commencer nos essais au champ avec certains membres, afin d'améliorer l'utilisation des semences, des feuilles et des racines des plantes pour lutter contre les ravageurs dans les champs et les entrepôts. Les graines de ricin (*Ricinus communis*), les feuilles de *Lobelia columnaris*, les feuilles de *Datura stramonium*, les feuilles et racines de papaye ont montré des propriétés insecticides que nous espérons exploiter pendant ces essais.

Nous recherchons des scientifiques et des personnes qui possèdent une expérience des méthodes naturelles de lutte contre les ravageurs, pour nous donner des informations. Nous recherchons également des donateurs."

## Faut pas confondre !

■ **Robert Zougmore**, chercheur à l'INERA (Burkina Faso), nous fait remarquer que le titre "zaï et demi-lune, une heureuse association" (*Spore* 88), pourrait induire les lecteurs en erreur. En effet, comme nous le précisons dans l'article, il s'agissait d'utiliser soit l'une soit l'autre technique et non pas de les combiner. Le zaï, qui s'utilise sur des terrains enroulés, consiste à creuser une cuvette et à l'enrichir de fumier. La demi-lune, destinée aux terrains en pente, forme une diguette qui retient l'eau et la terre. "Ce sont deux techniques de réhabilitation des terres dégradées [...] mais, sur le plan technique, il est déconseillé de les associer".

Robert Zougmore  
INERA  
03 BP 7192 Ouagadougou 03, Burkina Faso  
Fax : + 226 34 02 71  
E-mail : robert.zougmore@messrs.gov.bf

## SQR

La décentralisation de l'ancien service questions-réponses (SQR) du CTA a franchi une nouvelle étape avec la mise en place de l'antenne nigériane (NAQAS). Hébergé par le Service de liaison pour la recherche et la vulgarisation agricole (NAERLS), à l'université Ahmadu Bello de Zaria, le NAQAS a été lancé en juillet 2000. En septembre, un atelier d'une semaine sur la gestion d'un service questions-réponses était organisé au NAERLS. La formation était articulée sur un module développé et expérimenté en Afrique du Sud en août 1999 pour les coordonnateurs de SQR dans les pays ACP, ainsi que sur le savoir-faire du SQR du Ghana, qui avait fourni un des deux animateurs de l'atelier.

## Au Ghana, le GAINS en plein essor

Le SQR du Service ghanéen d'information agricole (GAINS), lancé au début 2000, fait déjà face à un problème, le prix du succès ! Il a dépassé son objectif de départ (150 recherches d'information par an) dès le premier trimestre d'activités, avec 253 recherches effectuées à la demande de 128 usagers. Le recours au service questions-réponses est beaucoup plus important que prévu (600 % de plus pour une année) et il faudra mieux anticiper la nature des futures demandes afin de continuer à satisfaire les usagers qui sont surtout des habitués. Bien qu'ils admettent être débordés, les responsables du GAINS pensent que l'afflux des demandes est en partie lié à une campagne intensive de publicité faite lors du lancement du service. Et il faut s'attendre à plus de demandes encore : l'excellent bulletin *GAINSNEWS* a adressé un formulaire de demande d'informations à tous ses abonnés. Ce formulaire est accessible sur le site Web du GAINS ([csir.org.gh/gains/index.html](http://csir.org.gh/gains/index.html)). Notons enfin que *GAINSNEWS* utilise *Spore* comme source d'information pour les nouvelles hors du Ghana et quelquefois même pour les informations internes comme dans le cas de notre brève sur les exportations d'ignames (*Spore* 87).

Les lecteurs au Ghana et au Nigeria qui ont des questions techniques sont priés de les adresser à leurs services questions-réponses respectifs.

GAINS, PO Box M 32, Accra, Ghana  
Fax : + 233 21 77 98 09  
E-mail : gains@libr.ug.edu.gh

NAQAS, NAERLS, Ahmadu Bello University, PMB  
1067, Samaru, Zaria, Nigeria  
Fax : + 234 69 505 63  
E-mail : naerls@abu.skannet.com.ng

Un élément important dans la conception du SQR du Nigeria était la mise en place de points focaux dans des organisations et des institutions : le plan de développement du NAQAS s'appuie sur un partenariat avec plus de vingt organisations sectorielles spécialisées ainsi qu'avec des institutions publiques. Le secteur de la recherche à lui seul, avec plus de 10 000 chercheurs travaillant dans 18 instituts nationaux, 28 universités, 35 écoles d'agriculture, des écoles polytechniques, des institutions de recherche internationales et des ONG, représente une énorme source de demandes mais aussi un superbe gisement de savoir à partager avec les autres acteurs de la communauté agricole du Nigeria. L'atelier a donc consacré beaucoup de temps à concevoir les meilleures stratégies d'échange d'informations et de distribution des tâches entre les partenaires pour que les usagers tirent le meilleur parti possible du NAQAS.

(voir adresse ci-dessous)



*Spore* est un bimestriel d'information pour le développement agricole des pays ACP. *Spore* est gratuit pour les particuliers et les organisations des pays ACP et de l'UE s'occupant de développement agricole et rural. Il est aussi possible de souscrire un abonnement auprès de Triops (voir page 13).

**Editeur :** Centre Technique de Coopération Agricole et Rurale (CTA) – Accord de Cotonou ACP-CE

**CTA :** Postbus 380,  
6700 AJ Wageningen, Pays-Bas  
Tél. : + 31 317 467 100  
Fax : + 31 317 460 067  
E-mail : cta@cta.nl  
Site Web : <http://www.cta.nl>  
E-mail des lecteurs : spore@cta.nl

**Rédaction :** *SPORE* est rédigé par un consortium rassemblant Louma productions et Médiateurs.

Louma productions, 3, rue Neuve,  
34150 Aniane, France  
Fax : + 33 4 67 57 01 80  
E-mail : redactions@louma.fr  
Médiateurs, W-Alexanderpoort 46,  
1421 CH Uithoorn, Pays-Bas  
Fax : + 31 297 540 514  
E-mail : spore-desk@mediateurs.org

**Ont participé à ce numéro :**  
Didier Chabrol, O'Neil Cuffe, Bernard Favre, Erik Heijmans, Catherine Marzin, Paul Osborn, Jacques Sultan, Christine Tissot.

**Mise en page :** Louma productions  
**Impression :** Imprimerie Publicep, France  
© CTA 2 000 – ISSN 1011-0046

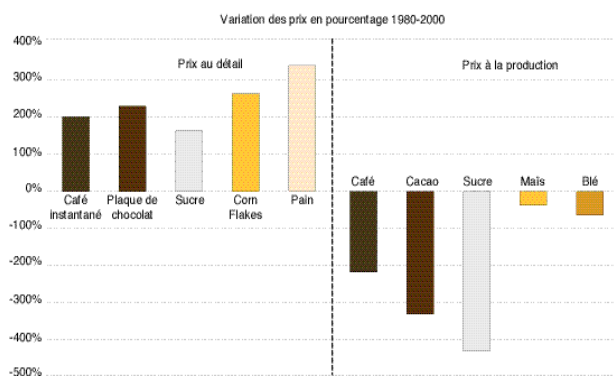
Le contenu de *Spore* peut être librement reproduit.  
Merci de mentionner *Spore* comme source.



Peter Robbins a été pendant plus de vingt ans courtier international en matières premières.

Ces dernières années, il a collaboré avec le CTA pour développer des stratégies visant à améliorer les services d'information sur les marchés destinés aux petits producteurs, et pour analyser l'impact de la mondialisation sur les pays ACP et les communautés rurales.

**B**ien des économistes ont argumenté qu'en libéralisant leurs économies, les pays en développement connaîtraient une croissance durable en attirant les investissements étrangers et en utilisant leur main d'œuvre bon marché et leurs ressources naturelles pour être compétitifs sur les marchés internationaux. Cette prospérité serait directement liée à l'augmentation des exportations – en réalité, seulement celles des matières premières, uniques produits sur lesquels ils peuvent avoir un avantage comparatif par rapport aux pays industrialisés.



Quelques pays en développement disposent dans leur sous-sol de matières premières précieuses, telles que les diamants ou le pétrole. Mais la plupart n'ont à vendre au reste du monde que des produits agricoles. Même dans ce domaine, il y a de nombreuses denrées qu'ils ne peuvent produire aussi efficacement que les pays industrialisés qui, de plus, aident leurs agriculteurs par des subventions. Certes, on compte quelques succès avec des fleurs coupées, des crevettes et des légumes frais, mais la gamme des exportations d'importance significative est tout de même très limitée.

Malheureusement, beaucoup de pays se font concurrence pour le même genre de produits: caoutchouc, café, thé, cacao, huiles, épices et fruits tropicaux. Chaque pays ayant été encouragé à augmenter sa production, la concurrence devient de plus en plus dure et les prix chutent. Le tableau ci-dessus le montre bien: les prix de détail des produits agricoles transformés ont beaucoup augmenté depuis

## Prix des matières premières et gestion de l'offre

# Produire moins pour exporter mieux

En ce début de millénaire, la plupart des pays ACP et des autres pays en développement ont déjà libéralisé leur économie, suivant ainsi les conseils des agences multilatérales de développement. Ils ont subi des programmes d'ajustement structurel et, en adhérant à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), beaucoup se sont engagés à réduire encore les freins au commerce international. Mais exporter à tout prix peut coûter cher.

vingt ans, mais les prix des matières premières se sont effondrés. Continuer à orienter ces économies vers l'exportation ne peut qu'aggraver cette situation.

### La gestion de l'offre à l'ancienne ne fonctionne plus

La surproduction est un problème récurrent des cultures de rente tropicales. À une époque bien révolue, au début des années 70, plusieurs accords internationaux gérés par la CNUCED ont tenté de contrôler les excédents et les prix de produits comme le café et le cacao. Vingt ans plus tard, une longue période de dépression de la demande, des contournements nombreux et le manque de soutien de la part des pays importateurs avaient vidé ces accords de leur contenu. Aujourd'hui, c'est la braderie généralisée, mais cela ne peut pas durer.

Les économistes orthodoxes refusent l'idée d'un contrôle de l'offre pour qu'elle corresponde mieux à la demande. Mais devons-nous les suivre? L'accord de l'OMC visant à réduire les droits de douane à l'importation n'apportera rien aux exportateurs de produits tropicaux, puisque ces droits sont déjà nuls. Pour beaucoup de pays pauvres, transformer en masse l'agriculture en agro-industrie n'est pas une option. De toute façon cela tend à marginaliser les petits agriculteurs, à détruire le tissu social des communautés rurales et à aggraver l'exode vers les villes. Les cultures de rente exportables sont produites pour un marché déjà encombré aux dépens des cultures vivrières, réduisant ainsi la sécurité alimentaire.

Le temps est donc venu de réexaminer la gestion de l'offre des produits agricoles tropicaux. Quel type de denrées les pays en développement peuvent-ils produire dont le reste du monde ne peut se passer? Le cacao n'est pas encore un produit de synthèse, d'ailleurs les consommateurs aisés contestent de plus en

plus l'usage de produits artificiels dans l'alimentation. Les pays producteurs de café ont fait un premier pas en mai 2000 en décidant de réduire de 20% leurs exportations tant que le prix de la livre n'atteindrait pas 1,10 \$ US (1,25 €), un prix acceptable par le consommateur. Mais ils n'y arriveront peut-être pas si, comme dans le passé, des pays membres ne respectent pas leur engagement. De plus, les plans de rétention des excédents pour maîtriser les prix échouent souvent.

### Moins de cultures de rente, plus de recettes

Si la production de cultures de rente diminuait, les revenus des exportations augmenteraient. J'appelle donc à une réduction équitable et universelle des capacités de production, après une large consultation des associations de paysans et des groupes représentant la société civile. Ces mêmes groupes devraient veiller à l'application des réductions sous la supervision d'une organe international constitué de représentants des pays producteurs – et la confiance est indispensable.

## // Réduire équitablement et universellement les cultures de rente //

La terre aujourd'hui utilisée à produire des excédents pourrait servir aux cultures vivrières et réduire ainsi les factures d'importations alimentaires. Le revenu supplémentaire pourrait être investi dans des produits à valeur ajoutée, peut-être pour l'exportation vers des marchés de niche.

Les agences de développement agricole font de leur mieux pour aider les pays à devenir des producteurs plus efficaces et plus compétitifs. Mais si l'on ne prend pas des mesures radicales pour ajuster l'offre à la demande, la bataille est perdue d'avance.

Les opinions exprimées dans ce Point de vue sont celles de l'auteur, et ne reflètent pas nécessairement les idées du CTA.